

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321  
Email: [situationroom@africa-union.org](mailto:situationroom@africa-union.org)

---

CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE  
975<sup>EME</sup> REUNION

ADDS ABEBA, ETHIOPIE  
27 JANVIER 2021

NOTE CONCEPTUELLE

PAIX ET SECURITE ET DEVELOPPEMENT: PRENDRE EN COMPTE LES DEFIS SECURITAIRES  
DANS LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

**NOTE CONCEPTUELLE**  
**PAIX ET SECURITE ET DEVELOPPEMENT: PRENDRE EN COMPTE LES DEFIS SECURITAIRES**  
**DANS LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT**

**I. CONTEXTE**

1. Le 2 décembre 2019, une conférence internationale s'est tenue à Dakar sur le thème : "Développement durable et dette soutenable, Trouver le bon équilibre". La conférence était organisée par le Sénégal et le Fonds monétaire international, en partenariat avec les Nations unies et le "*Cercle des économistes*". À cette occasion, le Président Macky Sall, entre autres, a plaidé en faveur des pays en situation de conflit, y compris ceux touchés par le terrorisme et l'extrémisme violent, qui, selon lui, devraient bénéficier d'une plus grande souplesse dans la détermination des critères d'allègement ou d'annulation de la dette. Les pays ont des besoins spécifiques, notamment le financement d'équipements militaires coûteux. Malgré les efforts actuellement déployés par les États membres dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la situation sécuritaire de l'Afrique reste préoccupante, même avec le soutien des partenaires. Dans ce contexte, il est urgent de revoir le financement du développement, de la paix et de la sécurité sur le Continent.

2. Notamment, la dette n'a jamais été un problème important tant qu'elle est responsable et qualitative, surtout lorsque cette dette finance les secteurs productifs de l'économie. Lorsque la dette est contractée et investie dans le renforcement des capacités productives des économies nationales, elle crée les conditions favorables au remboursement/service de la dette. Mais au-delà de l'économie, il y a aussi la nécessité de financer de manière durable et prévisible la paix et la sécurité sur le Continent. Sans paix et sans sécurité, les États membres affectés ne peuvent pas parvenir de manière réaliste à un développement socio-économique. Il serait tout aussi difficile d'assurer la liberté et la démocratie dans l'insécurité.

3. Face au fléau croissant du terrorisme et de l'extrémisme violent, les États membres sont contraints de redoubler d'efforts et d'investir davantage dans le renforcement de leurs capacités nationales de sécurité afin de garantir leur existence et leur survie mêmes. Dans ces circonstances, la plupart des ressources nationales disponibles, qui étaient initialement consacrées au développement national, sont souvent détournées vers la promotion de la sécurité nationale. Il est, donc, nécessaire de réfléchir franchement à la meilleure façon de financer la paix, la sécurité et le développement. En particulier, comment prendre en compte les problèmes de sécurité dans le financement du développement. Il incombe en premier lieu aux gouvernements d'assurer la sécurité et la protection de leurs citoyens, notamment en se dotant de capacités de défense et de sécurité nationales fiables, tant en termes de ressources humaines que matérielles, y compris des technologies modernes et crédibles. En outre, les États membres doivent renforcer davantage leur capacité de résilience et de dissuasion. Il est également nécessaire d'améliorer la coopération et d'établir des partenariats solides en matière de paix et de sécurité. Tous ces éléments requièrent un financement substantiel.

4. Lors d'un sommet extraordinaire, tenu le 14 septembre 2019, à Ouagadougou, au Burkina Faso, les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO), en réaction au plaidoyer de Dakar, ont adopté un Plan d'action, pour la période 2020-2024, pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les régions du Sahel et du Bassin du Lac Tchad. Le Plan d'action vise à mobiliser 1 milliard de dollars américains pour financer la formation d'unités spéciales de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transnationale organisée, y compris le trafic des êtres humains, d'armes et de drogues. Les pays de la CEDEAO se sont engagés à redoubler d'efforts pour renforcer encore leurs capacités de renseignement, y compris le partage des renseignements, répondre efficacement aux besoins socio-économiques légitimes des femmes et des jeunes, et s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité, notamment par la promotion de la bonne gouvernance. Toutefois, tous ces efforts seront vains sans un développement durable, inclusif et équitable. L'histoire a montré que la paix, la sécurité et la stabilité s'épanouissent dans des contextes de justice sociale, d'égalité et d'équité. La croissance sans justice sociale est le fondement de toutes les frustrations et les zones marginalisées, urbaines ou rurales, deviennent des "déserts économiques", où seules la colère et les tentations les plus désespérées s'accumulent.

5. L'Union africaine (UA) a élaboré et mis en place plusieurs mécanismes et cadres pour aider les États membres à relever les défis en matière de sécurité et de développement. Ces mécanismes comprennent le Comité des Services de renseignement et de sécurité en Afrique (CISSA), le Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (AFRIPOL) et le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (CAERT), ainsi que le Centre de Reconstruction et de développement post-conflit (CRDP) de l'UA. Les mesures antiterroristes doivent bénéficier d'un soutien financier substantiel, prévisible et durable, avant tout de la part des États membres et avec la participation effective de tous les partenaires internationaux. D'où l'appel lancé par l'UA aux Nations unies (ONU) pour qu'elles assument pleinement et plus efficacement leurs responsabilités et leur rôle de chef de file en tant qu'unique organe chargé de la sécurité mondiale.

## **II. QUESTIONS CLES POUR DISCUSSION**

6. Prenant en compte le contexte présenté ci-dessus, la réunion devrait permettre de réfléchir sur les points suivants:

a) Comment amener la communauté des donateurs à donner la priorité aux investissements dans le secteur de la sécurité ? et

b) Quels mécanismes peuvent être mis en place en faveur des pays confrontés à des situations où une dette contractée à l'origine pour financer les secteurs productifs de l'économie a été détournée vers l'effort de sécurité nationale ?

## **III. OBJECTIFS DE LA REUNION**

Les principaux objectifs de la session du CPS envisagée sont de créer une plateforme permettant aux membres du CPS de:

a) Échanger des points de vue, des idées/perspectives, ainsi que partager des expériences et des leçons pratiques en matière de gestion de la dette extérieure/du financement du développement dans un contexte d'insécurité croissante ;

b) Formuler des recommandations et des propositions concrètes conformément au programme de financement de la sécurité de l'UA, en particulier la mise en œuvre de la Feuille de route principale de l'UA sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2020 et la décision de la Conférence [Assembly/AU/Dec.614(XXVII)], adoptée par la 27<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'UA, tenue du 17 au 18 juillet 2016, à Kigali, au Rwanda, sur la création d'un Fonds spécial de l'UA pour la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique ;

c) Discuter des moyens et des manières innovantes de mobiliser des ressources pour contribuer à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;

d) proposer des mécanismes à examiner pour renforcer davantage la capacité des Forces de défense et de sécurité nationales des États membres à lutter plus efficacement contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

#### **IV. INVITES ET PRESENTTEURS**

7. Les personnes suivantes seront invitées à partager leurs expériences, les leçons tirées et les meilleures pratiques dans la mise en œuvre des activités de RDPC dans leurs pays respectifs :

Les personnes suivantes sont proposées comme des présentateurs principaux :

- a) Le Commissaire de l'UA à la paix et à la sécurité ;
- b) Madame Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique ;
- c) Mme Hanna Tetteh, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies auprès de l'UA et Chef du Bureau des Nations unies auprès de l'UA ;
- d) La Banque africaine de développement ;
- e) L'International Crisis Group.

#### **V. LIEU, DATE ET LANGUES**

8. La réunion se tiendra virtuellement, en utilisant ZOOM, le mercredi 27 janvier 2021, à partir de 10 heures, heure locale d'Addis Abeba. L'interprétation en anglais et en français sera assurée pour la réunion.

African Union Commission (AUC)

PAPS Digital Repository

<https://papsrepository.africa-union.org/>

---

PSC Outcomes

Communiqués

---

2021-01-27

# Communiqué of the 975th Meeting of the Peace and Security Council Held on 27 January 2021, Addis Ababa, Ethiopia

Peace and Security Council

African Union Commission

---

<https://papsrepository.africa-union.org/handle/123456789/170>

*Downloaded from PAPS Digital Repository, Department of Political Affairs, Peace and Security (PAPS)*